

J'ai déjà fait observer que nous ne pouvions pas nous attendre à voir arriver des gens possédant un capital considérable et que ceux qui en auront ne seront pas nombreux. C'est une chose cependant qui ne doit pas nous préoccuper. Ce qu'il nous faut c'est l'établissement du colon ayant un modeste capital et, à ce sujet, permettez-moi de dire que cette raison m'a fait apprécier le système de vente de terres de la Canada Colonization. Cette compagnie a pu répartir le prix des terres qu'elle offre en vente sur une période de trente-deux ans à 6 p. 100 d'intérêt. Parfois je songe que nous n'avons peut-être pas été tout à fait juste pour le vendeur ou le propriétaire de terres inutilisées de l'ouest canadien, parce que beaucoup de nos provinces lui ont imposé une surtaxe parce qu'il est propriétaire de ces terres. Cependant, je ne m'élève pas contre le principe; j'étais de ceux qui ont ainsi agi croyant que cela activerait la colonisation de notre pays. En effet, ce qu'il nous faut pour résoudre le problème des chemins de fer c'est de coloniser l'Ouest et de donner au colon qui s'établit sur les terres une chance raisonnable de succès. Or, je ne pense pas me tromper en disant à propos des terres à vendre et entre les mains de particuliers, que très peu de ces particuliers refuseront de vendre à un prix raisonnable aux nouveaux venus ou à quiconque voudra les acheter pour les mettre en culture. J'entretiens l'espoir que le colon pourra se procurer la terre à un prix raisonnable, avec de bonnes perspectives de succès. Il bénéficiera aussi des modifications qui seront apportées aux systèmes de prêts ou à tout projet susceptible d'améliorer la situation dans le Canada en général. Ces projets ne devraient pas se limiter en particulier à l'Ouest, mais cette région nous occupe spécialement en ce moment. En outre, le nouveau colon sera traité sous ce rapport de la même manière que tout autre colon déjà établi au pays.

Mon idée n'est pas d'envoyer ces colons loin des chemins de fer, mais de les établir aussi près que possible des voies qui traversent l'ouest canadien et de les faire profiter, comme je le propose de l'expérience des inspecteurs du service de l'établissement agricole des soldats, du moins pendant les deux années à venir. En traitant de cette question laissez-moi faire observer que je n'ai pas l'intention et je ne me propose pas de faire durer la surveillance plus longtemps que cela est absolument nécessaire. J'aborderai la question du service de rétablissement des soldats quand nous étudierons les crédits de ce département. Qu'il me suffise de dire, pour le moment, que mon intention est de maintenir ces inspecteurs cette année et l'année prochaine, parce

qu'ils ont grandement contribué au succès du projet. Depuis que nous avons débattu la question, l'an dernier—et je vais vous citer des chiffres tout à l'heure,—les succès ont été bien plus considérables. En dépit du fait que, dans le Canada entier, nous avons eu une année plus ou moins mauvaise pour l'agriculture, les secours à donner aux soldats établis sur des terres ont été moindres, malgré les déboires éprouvés. Ce n'est peut-être pas exact pour l'Alberta où une grande sécheresse a régné dans toute la région septentrionale de la province, où beaucoup de nos soldats se sont établis.

Mais nous utiliserons ces inspecteurs. Nous en avons à Calgary qui visitent la région. Il y en a à Edmonton, à Regina, à Saskatoon et à Winnipeg. Dans notre publicité en Angleterre et ailleurs nous faisons savoir que le colon bénéficiera des avis de ces inspecteurs sur le choix de la localité, la valeur du terrain et sur les moyens de faire face aux conditions dans lesquelles il se trouvera placé.

L'hon. sir HENRY DRAYTON: Quand cette publicité a-t-elle commencé?

L'hon. M. STEWART: Au mois de décembre, je crois, au retour d'Angleterre de M. Obed Smith.

L'hon. sir HENRY DRAYTON: Après le 31 décembre, n'est-ce pas?

L'hon. M. STEWART: Je ne me souviens pas de tous ces détails.

M. HOEY: Les provinces de l'Ouest prêteront-elles leur coopération à l'exécution de ce projet? Étaient-elles représentées à la conférence dont le ministre a parlé tout à l'heure?

L'hon. M. STEWART: Toutes, à l'exception de la Saskatchewan qui s'était cependant fait représenter par M. Gardiner au deux ou troisième jour de la conférence.

M. WOODSWORTH: Je voudrais connaître l'avis du ministre sur la quantité d'argent que doit posséder un colon pour acheter sa terre, l'outiller, la garnir d'animaux de ferme et débiter modestement comme il a été dit tout à l'heure.

L'hon. M. STEWART: Il lui faut au moins \$1,500 à \$2,000.

M. WOODSWORTH: Cette somme suffirait?

L'hon. M. STEWART: Oui.

M. MACDONALD (Pictou): Je n'ai pas eu la réponse à ma question. Je voulais savoir quelle est l'étendue de terre dans